



## **Pour une Europe qui nous renforce !**

Propositions clés du Mouvement Européen - France  
pour les Elections européennes des 23-26 mai 2019 et la législature 2019-2024

L'Union européenne agit depuis de nombreuses années pour améliorer le quotidien des Européens : protection des consommateurs, affirmation d'un modèle environnemental, social et économique, libre circulation... Afin de relever les défis d'un monde instable et en transition, le Parlement européen élu en 2019, les institutions européennes et les Etats membres devront se montrer encore plus fermes et ambitieux à l'horizon 2024 pour dessiner l'Europe de 2025. Le 26 mai prochain, votons, car notre avenir c'est l'Europe - une Europe qui nous renforce !

### **Renforcer la démocratie européenne**

1. Garantir que la désignation du Président/de la Présidente de la Commission européenne soit directement liée aux résultats des élections européennes.
2. Soutenir la mise en place de listes transnationales pour les prochaines élections européennes.
3. Créer des panels citoyens qui seront consultés avant chaque grande décision de l'UE.
4. Mieux impliquer le Parlement européen dans la gouvernance de la zone euro pour que les représentants des citoyens décident de nos grands choix économiques et sociaux.

### **Préserver les valeurs de l'UE et l'Etat de droit**

5. Promouvoir les valeurs européennes et l'Etat de droit en sanctionnant les États membres qui s'en écartent.
6. Permettre à chaque jeune Européen de partir en mobilité européenne, quel que soit son parcours (études, formation, bénévolat, service civique européen, ...).
7. Assurer le respect de la diversité culturelle, notamment en encourageant l'apprentissage des langues européennes.
8. Mettre en place une politique européenne d'immigration et d'asile commune, fondée sur les mêmes critères pour accéder au territoire européen et y circuler.



## **Construire une sécurité collective européenne**

9. Assurer la protection collective des frontières européennes en renforçant le Corps européen des garde-frontières et des garde-côtes.
10. Poursuivre les engagements européens en matière d'aide au développement.
11. Créer une agence de renseignement européenne (de type « FBI » européen).
12. Construire une défense commune via la mise en commun des capacités nationales (partage des charges de la production, des acquisitions de matériels et des interventions extérieures) et des investissements conjoints en matière de recherche.
13. Développer une politique européenne ambitieuse en matière de cybersécurité.

## **Promouvoir l'Europe comme leader pour le climat et la santé de ses citoyens**

14. Respecter la mise en œuvre des engagements de l'Accord de Paris sur le climat par les Etats membres.
15. Interdire les produits et les ressources qui ne respectent pas les normes climatiques et environnementales de l'UE ou, à défaut, les taxer à nos frontières .
16. Garantir la traçabilité des produits alimentaires, renforcer les moyens d'évaluation des OGM et des perturbateurs endocriniens et interdire ceux qui présentent des risques pour les consommateurs ou pour l'environnement.

## **Défendre un modèle social européen ambitieux**

17. Harmoniser par le haut les standards de protection des travailleurs européens en les adaptant à l'émergence de nouveaux modèles économiques (congé parental, assurance chômage, etc.).
18. Lutter pour la parité salariale à l'échelle européenne.
19. Créer une inspection européenne du travail, notamment pour lutter contre les fraudes au détachement des travailleurs.
20. Engager une taxation européenne des grandes entreprises du numérique (GAFA), dans le cadre plus large de convergence fiscale.

## **Affirmer les priorités économiques de l'UE**

21. Augmenter le budget de l'UE afin de lui permettre de se doter d'un programme d'investissement plus ambitieux.
22. Poursuivre la construction du marché intérieur, notamment dans les domaines du numérique et de l'énergie.
23. Soutenir le développement rural en consolidant les politiques agricoles et régionales existantes.
24. Renforcer l'intégration au sein de la zone euro en lui attribuant un budget propre.